

# Nous prenons notre envol politique

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **59 (1971)**

Heft 9

PDF erstellt am: **14.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-272932>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Notre responsabilité est grande

Pour la première fois, les Suissesses participeront au renouvellement du Conseil national. Notre responsabilité est donc grande et doit être considérée avec sérieux. Nous devons bien nous convaincre — et convaincre les autres femmes — que les hommes et les femmes que nous enverrons siéger à Berne auront à débattre, pour nous, de problèmes importants qui auront des conséquences jusque dans notre vie de tous les jours et dans celle de nos descendants (protection de l'environnement, aménagement du territoire, révision du Code civil, pouvoirs de la Confédération en matière conjoncturelle, etc.).

Si nous nous abstenons de voter, nous perdons, en fait, notre droit de critique, nous devenons des êtres passifs qui subissent sans agir, des irresponsables, des égoïstes (si tout va bien pour nous et que nous ne nous inquiétons pas de la meilleure façon de résoudre les problèmes de ceux qui sont moins privilégiés).

On entend souvent dire : que des femmes soient au Conseil national et au Conseil des Etats ne changera rien à rien. Nous pensons au contraire que leur influence se fera sentir, de trois façons au moins : 1. elles rappelleront par leur présence que les femmes sont maintenant une force importante avec laquelle il faut compter ; 2. certains problèmes seront certainement abordés différemment parce que nos représentantes seront dans l'hémicycle et pourront prendre part aux débats ; 3. enfin, espérons-le, elles convaincront la masse des femmes que la participation aux responsabilités est nécessaire et elles les encourageront à participer davantage à tous les niveaux.

C'est pourquoi il est de toute importance que nous votions pour des femmes. Nombre d'entre elles qui sont sur les listes ont déjà fait leurs preuves politiques dans les Grands Conseils cantonaux, d'autres sont des figures nouvelles. Documentons-nous, allons les écouter dans les conférences de parti. Ne restons en tout cas pas indifférentes à ces élections. Elles nous concernent ! Nous aimerions pouvoir enregistrer une participation massive et de francs succès féminins.

H. N.-R.

Il y a déjà eu quelques candidates romandes au Conseil des Etats.

# Femmes suisses

LE MOUVEMENT FEMINISTE - JOURNAL MENSUEL FONDE EN 1912 PAR EMILIE GOURD

## DES MILLIONS D'ENFANTS ATTENDENT UNE FAMILLE

C'est ainsi que titrait « Adoption et Placement familial » avant la Conférence mondiale sur l'adoption et sur le placement familial, organisée du 16 au 19 septembre à Milan et à laquelle prirent part trente pays. Dans la perspective de la politique sociale actuelle, des rapports ont été présentés, notamment sur « Adoption et société actuelle », « Enfants « de sang » et enfants adoptifs », « Le droit, l'adoption et l'adoption internationale — nouveaux projets de loi », « Adoption inter-raciale », etc.

### LE DÉFI

L'organe déjà cité a publié, avant la conférence, un éditorial faisant si parfaitement le point que nous le reproduisons ci-dessous.

Des millions d'enfants dans tous les pays du monde vivent dans l'attente d'une famille. Ils sont le produit d'une société qui, au cours de son évolution culturelle et technologique, est en train de perdre de vue l'homme et sa dimension.

Dans la civilisation « primitive », où la structure sociale est celle de la tribu, il existe des enfants illégitimes et des orphelins, mais pas d'enfants sans famille. L'enfant sans parents est introduit dans une autre famille ou de toute façon accepté par la communauté, sans aucun plan préordonné pour sa protection.

Dans les sociétés plus « évoluées », malgré l'opposition des experts à propos des risques d'une évolution socioculturelle indigne de l'homme, nous sommes en train de réaliser des modèles sociaux d'un protectionnisme hypocrite, tendant à exclure les individus dont les caractéristiques ne rentrent pas dans les normes codifiées et parmi ceux-ci, les orphelins ou sans famille.

Pour eux, on crée chaque jour des « ersatz » de famille, les instituts où, même si tout a été organisé de manière moderne et scientifique, manque toujours l'essentiel : les stimulations affectives que seule une famille peut garantir, chaleur qui est indispensable à un développement psycho-physique équilibré de l'enfant. Pour cela ces instituts se révèlent ce qu'ils sont en réalité :

— des occasions de déresponsabilisation de la société au nom d'une fautive conception de type protectionniste ;

— un « processus » de défense de la société contre l'individu non auto-suffisant et par conséquent supposé parasite social ;

— un regroupement d'enfants exclus au premier stade d'un processus de subnormalisation et de mise à l'écart de l'individu dans une position sociale irrégulière.

Des millions d'enfants lancent aujourd'hui un défi à la société. Ce défi a pour objectif immédiat le droit à une famille, mais il fait partie du défi global de tous les exclus et de ceux en passe de l'être. Cette mise en marge est à l'origine d'âpres conflits sociaux que le monde moderne est en train de vivre et le défi est un appel pour la réalisation d'une société digne de l'homme.

Mais que ce défi soit accepté, que

l'enfant trouve une famille, la société réagit : c'est le début d'une autre lutte qui entraîne, avec l'enfant, sa famille adoptive : le choc violent avec le mythe du sang. C'est là le défi particulier que l'adoption lance à la société moderne.

Les familles adoptives qui constituent des familles dans le sens le plus général du terme, ne sont pas considérées comme telles par la société.

La famille adoptive est en train de réaliser un bouleversement dans presque toutes les cultures en affirmant par sa réalité qu'un enfant peut naître d'une personne mais se sentir fils, dans le sens le plus authentique du mot, d'une autre famille.

L'adoption est un défi ouvert à la famille mononoyau où le mariage est considéré comme un contrat entre l'homme et la femme et les enfants comme une propriété privée. Elle propose un nouveau modèle de famille-société.

### LE DROIT A UNE FAMILLE

Dans la plupart des pays, des insuffisances ou des difficultés législatives, des préjugés raciaux ralentissent l'adoption. Qu'en est-il dans notre pays ? Une commission étudie l'adoption, dans le cadre de la révision du droit de la famille du Code civil suisse.

Selon les dispositions actuelles, l'adoption n'est permise qu'aux personnes âgées d'au moins 40 ans qui n'ont pas de descendant légitime. Si l'adopté porte le nom

de famille de l'adoptant et devient son héritier, il n'hérite pas de la famille de l'adoptant ; il conserve ses droits successoraux dans sa famille naturelle. L'adopté garde sa nationalité d'origine et n'acquiesce pas celle de l'adoptant.

En se plaçant dans l'intérêt de l'enfant, la commission propose :

- de famener l'âge auquel on peut adopter un enfant de 40 à 35 ans ;
- qu'un couple ayant un enfant, mais ne pouvant, certificat médical à l'appui, pas en avoir d'autres, puisse adopter un enfant ;
- une rupture nette du lien du sang pour provoquer une intégration complète de l'enfant dans la famille adoptive, vu que la double appartenance à la famille naturelle et à la famille adoptive fait plus de mal que de bien ;
- de mettre l'enfant adoptif exactement sur le même pied que l'enfant légitime ; en faire l'héritier de tous les membres de la famille ;
- une naturalisation automatique d'un canton à l'autre, si l'adopté est mineur, et d'un pays au nôtre si l'enfant est âgé de moins de 12 ans.

Les efforts entrepris dans de nombreux pays pour améliorer la situation de l'enfant adopté et faciliter l'adoption ont déjà abouti, pour les pays du Conseil de l'Europe à la signature d'une Convention européenne en matière d'adoption. Il faut espérer qu'elle sera ratifiée par un nombre toujours croissant de pays.

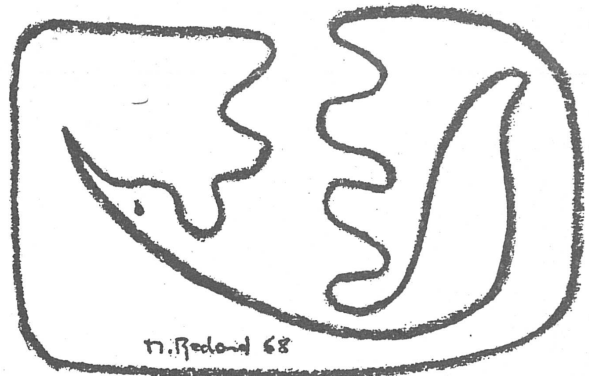
### SOMMAIRE

Pages 2 et 3 : Toutes les candidates au Conseil national et au Conseil des Etats.

Page 5 : Une trêve d'achats.

Page 6 : La maîtresse de gymnastique libre - Conseils pour bien voter - La graphologie.

## NOUS PRENONS NOTRE ENVOL POLITIQUE

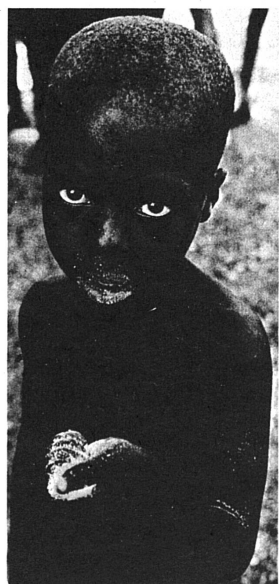


Frontispice de M. Redard, emprunté au beau recueil de vers « Le veilleur d'Aurore », de Luce Péclard

## TOUTES LES CANDIDATES ROMANDES

au Conseil national et au Conseil des Etats en pages 2 et 3

Les conseils pour bien voter en page 6



Tous devraient avoir une famille...

une personne toujours bien conseillée :



1872

La cliente de la  
**SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE**